

GUINÉE

Située en Afrique occidentale la Guinée donne sur l'Océan Atlantique. Elle a une superficie de 245.857 km² et, d'après une évaluation de 1969, sa population est de 3.890.000 habitants. Autrefois colonie française, elle est indépendante depuis le 2 octobre 1958. Ses exportations de minerai de fer et de bauxite sont importantes.

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

En vue d'obtenir une autonomie économique totale la Guinée s'est retirée en 1968 de l'Union monétaire des Pays de l'Afrique de l'Ouest, et a constitué sa propre Banque centrale (La Banque centrale de la République de Guinée) adoptant sa propre monnaie inconvertible (le franc guinéen) pour remplacer le franc C.F.A. qui jusque là avait cours légal dans le Pays comme dans tous les autres Etats membres de l'Union.

On donna au franc guinéen la parité avec le franc C.F.A. (246,85 francs pour un dollar des Etats-Unis). Toutefois, au bout de quelques années à peine, cette parité s'avéra purement théorique étant donné que le rapport cambiaire sur les marchés parallèles s'est maintenu à environ 500-600 francs guinéens pour un dollar.

Du fait que la Banque centrale de Guinée n'était pas équipée pour l'impression de billets de banque lorsqu'elle a été constituée,

elle confia cette opération à la Tchécoslovaquie. Les autorités se rendirent compte rapidement qu'un grand nombre de billets faux circulait dans le Pays; on put même établir qu'il y avait environ 10 milliards de francs guinéens échangés à l'étranger à moitié de leur valeur nominale et qu'ils circulaient hors du Pays. Pour remédier à cette situation les billets imprimés en Tchécoslovaquie cessèrent d'avoir cours le 10 mars 1963 et furent remplacés par d'autres billets de banque imprimés en Angleterre. Quatre jours seulement furent accordés pour la conversion des billets.

Après une longue dépression économique au cours de laquelle la situation monétaire s'aggrava (le dollar des Etats-Unis atteignit la valeur de 600-800 francs guinéens, allant parfois jusqu'à 1.000 francs dans les échanges commerciaux avec les Pays limitrophes à la Guinée), cette nation a enregistré vers la fin de la période « 1960-1970 » une reprise économique satisfaisante due surtout à la mise en exploitation de riches gisements de minerai de fer et de bauxite. En ce qui concerne le développement de l'industrie de sérieux progrès ont été faits; l'inflation a été refoulée et la balance des paiements présente un solde actif.

La parité officielle du franc guinéen n'a jamais été modifiée, elle est donc encore aujourd'hui de 246,85 francs pour un dollar des Etats-Unis.

BANQUE CENTRALE

Créée par décret du 29 février 1960, la Banque centrale de la République de Guinée est un institut de droit public dont le capital appartient entièrement à l'Etat. Elle est dirigée par un Conseil d'administration, présidé par le Gouverneur; tous les membres du Conseil sont désignés par le gouvernement.

Une fois constituée la Banque centrale, le secteur bancaire a été nationalisé: les filiales des cinq banques françaises qui exerçaient des activités de banque commerciale durent cesser toute opération. Seule la filiale de la Banque de l'Afrique de l'Ouest obtint l'autorisation provisoire de poursuivre ses opérations, mais cette autorisation fut révoquée pendant l'année 1961.

La Banque centrale de la République de Guinée resta donc seule dans le Pays. Les autorités monétaires ne tardèrent pas, cependant, à se rendre compte que cette banque ne pouvait assurer, à elle seule, les services bancaires pour tout le Pays.

On procéda alors à une restructuration du système bancaire en créant trois banques spécialisées, et en délimitant avec plus de réalisme le rôle de la Banque centrale. Elle se vit confier le rôle de banque émettrice et fut chargée de contrôler la circulation monétaire et les activités des instituts de crédit. C'est à elle que fut conféré le monopole des transactions en devises et en or. Elle a dû collaborer avec les autorités gouvernementales pour élaborer les plans de développement et régler le crédit de telle sorte que la précedence soit donnée aux activités rentrant dans les catégories prioritaires. Les fonctions de trésorier de l'Etat et des organismes publics sont de la compétence de la Banque centrale. Elle doit pourvoir au refinancement des banques et dans les limites d'un pourcentage déterminé à celui des engagements à vue; en dérogation à l'interdiction qui lui a été faite d'effectuer des opérations de crédit à moyen et long terme, elle est habilitée à réescompter des effets à moyen et long terme pour l'agriculture.

Aucune situation comptable n'ayant jamais été publiée par la Banque de la République de Guinée, on ne dispose donc pas de statistiques monétaires en ce qui concerne ce Pays.

SYSTÈME BANCAIRE

Les banques ci-après opèrent en Guinée en plus de la Banque centrale: le Crédit National pour le commerce, l'industrie et l'habitat; la Banque guinéenne du commerce extérieur; la Banque nationale du développement agricole.

Le Crédit national pour le commerce, l'industrie et l'habitat a la fonction de banque générale et dispose d'un réseau de guichets desservant tout le Pays; aux termes de la loi toutes les sociétés de l'Etat et les coopératives agricoles sont tenues d'avoir leur compte au Crédit. Celui-ci recueille les dépôts sous forme de compte courant ou d'épargne, à vue et à terme, il finance les activités industrielles et commerciales en octroyant des crédits à court terme (jusqu'à 12 mois), à moyen terme (jusqu'à cinq ans) et à long terme.

La Banque guinéenne du commerce extérieur dirige les services des échanges avec l'étranger. Elle donne les licences d'importation et d'exportation, tous les encaissements et règlements se rapportant à ces opérations doivent être effectués par son intermédiaire.

La Banque nationale de développement agricole gère les fonds destinés au financement des plans de développement de l'agriculture consentant, soit des prêts d'exercice, soit des prêts pour l'achat de l'équipement ou pour la commercialisation des récoltes.

CRÉDIT AGRICOLE

En Guinée le crédit agricole est accordé par la Banque nationale du développement agricole, fondée par décret le 2 juin 1961.

L'article 3 de ce décret statue que les objectifs de la Banque sont les suivants: 1) gérer les fonds du Trésor, des collectivités et des établissements publics, mis à sa disposition pour le financement

des programmes généraux de développement agricole; 2) consentir des prêts d'équipement à moyen et long terme aux personnes juridiques ou physiques dont l'activité contribue à l'expansion de la production agricole; 3) assurer le financement à court terme de la commercialisation des produits agricoles à l'intérieur du Pays; 4) contrôler, conjointement avec le service technique du Ministère de l'Economie rurale, l'utilisation faite des prêts accordés; 5) grouper les achats des organismes de production en vue de l'approvisionnement en matériel agricole, destiné aux élevages, aux pêcheries, et à l'exploitation des ressources forestières; 6) apporter sa collaboration permanente à tous les organismes et institutions qui contribuent à accroître et améliorer la production conformément aux plans d'expansion projetés, ainsi qu'à placer les produits sur les marchés étrangers.

Ainsi qu'on peut le constater les objectifs de la banque sont les buts classiques du crédit agricole: outiller les producteurs, approvisionner les moyens de production, et, enfin, financer la commercialisation des récoltes à l'intérieur comme à l'extérieur du Pays.

Les ressources de la Banque nationale de développement agricole proviennent principalement: de son propre capital s'élevant à 250 millions de francs guinéens; du patrimoine de la Caisse nationale de soutien de production dont elle a repris l'activité et des anciennes Sociétés mutuelles de développement rural; des fonds d'Etat (qui a donné 1 milliard de F.G. pour les opérations à moyen terme et 297 millions pour celles à long terme); des réescomptes de l'institut d'émission.

Cette banque ne possède pas d'agences régionales; elle utilise pour ses opérations les guichets de la Banque de la République de Guinée. Le règlement interne sur les conditions générales pour l'octroi des prêts prévoit que l'on exige de fortes garanties pouvant

être représentées par des nantissements, des *warrants*, des hypothèques, des garanties mobilières, etc.

L'activité de cet institut a pour but principal de financer, sous forme de prêts à brève, moyenne et longue échéance, les entreprises de l'Etat, alors que les financements en faveur des particuliers sont très limités, et que ceux accordés aux coopératives sont pratiquement nuls, ceci en dépit du fait que, selon les principes qui ont guidé la réforme agraire, ce sont précisément les coopératives qui devaient être les principales bénéficiaires du crédit à l'agriculture.

GUINÉE ÉQUATORIALE

La Guinée équatoriale est constituée par le territoire du Rio Muni sur le Golfe de Guinée, entre le Cameroun et le Gabon, ainsi que par l'île de Fernando Poo (à environ 300 kms à l'ouest de la côte du Cameroun) et par quatre petites îles volcaniques dont la plus importante est celle d'Annabòn. La superficie globale du Pays est de 28.051 km², et sa population, d'après une évaluation de juin 1969, compte 286.000 habitants, dont 90.000 résident dans les îles. C'est une ancienne colonie espagnole qui est indépendante depuis le 12 octobre 1968. La capitale, Santa Isabel (autrefois Port Clarence), est située sur la côte nord de l'île de Fernando Poo.

SYSTÈME BANCAIRE

Cette répartition géographique du Pays a donné lieu à des situations économiques différentes. Sur l'île de Fernando Poo une agriculture prospère axée sur les plantations de cacao forme la base de l'économie (la production d'un cacao de première qualité est évaluée à plus de 35.000 tonnes), viennent s'y ajouter le café et les bananes et quelques industries de transformation des produits de culture (fabrication de chocolat et d'huile). Les possibilités d'emploi dépassent l'offre de main d'oeuvre indigène, de sorte que cette île est un lieu d'immigration pour de nombreux travailleurs qui viennent principalement de la Nigeria voisine. Le revenu pro

capite s'élève à 300 dollars environ, c'est l'un des plus forts revenus de toute l'Afrique.

Dans la région du Rio Muni, par contre, l'économie est essentiellement basée sur l'exploitation des ressources forestières et sur les produits de la pêche. Dans ces régions le revenu pro capite n'est plus que de 50 dollars environ.

Du fait d'une telle situation les activités relatives au crédit ont connu un plus fort développement dans la région des îles que sur le continent. Jusqu'à l'obtention de son indépendance, la Guinée a été desservie par deux banques commerciales espagnoles qui y ont assuré les services bancaires. Le *Banco Exterior de España* y opérait par l'intermédiaire de cinq filiales à: Santa Isabel, San Carlos, Bata, Puerto Iradies, Rio Benito; et le *Banco Español de Crédito* avec ses filiales à Santa Isabel, San Carlos et Bata. Ces instituts exercèrent principalement leurs activités dans les centres urbains; celles-ci tendaient surtout à collecter l'épargne, soit sous forme de dépôts d'épargne, soit en compte courant, et à financer les activités agricoles ainsi que le commerce d'exportation. Les principaux bénéficiaires du crédit ont été les propriétaires des grandes exploitations agricoles de l'île de Fernando Poo, et les entreprises, en particulier les entreprises espagnoles, effectuant la coupe et l'exportation des bois précieux.

Une fois son indépendance obtenue, le Pays a été frappé par une sérieuse crise économique dont la gravité doit être principalement attribuée au départ soudain de la plupart des spécialistes et techniciens espagnols qui y travaillaient. Heureusement cette crise a été rapidement terminée grâce aux aides financières et à la solidarité de nombreux pays d'Afrique et de l'Espagne.

Une banque a été fondée: le *Banco Nacional de Guinea* dont le but est à la fois d'exercer des activités dans le domaine du crédit en faveur de l'Etat et des particuliers et d'être l'institut émetteur.

La nouvelle monnaie nationale est la « peseta guinéenne » qui a remplacé la peseta espagnole en maintenant inchangée la parité avec celle-ci (soit 70 pesetas pour un dollar des Etats-Unis).

A la suite d'une convention signée entre la Guinée et le Gouvernement de Madrid, ce dernier a garanti la pleine convertibilité des pesetas retirées de la circulation guinéenne au moment de la mise en circulation de la monnaie locale. L'Espagne, en outre, a fourni à la Guinée Equatoriale le quota d'or nécessaire pour son admission au Fonds monétaire international.

Il existe également une Caisse d'épargne en Guinée, celle-ci reçoit de l'Institut international des Caisses d'épargne l'assistance technique nécessaire.

